

DÉCLARATION D'ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS

À titre d'économistes, nous aimerions avertir nos concitoyens de l'inefficacité d'un gonflement des dépenses publiques contre la récession en cours. Prétextant un faux consensus et pressés par des considérations politiques, les pouvoirs publics ignorent les conséquences à long terme de leurs interventions.

Les programmes de dépenses massives et d'alourdissement réglementaire mis de l'avant par les gouvernements canadien et québécois répondent essentiellement aux revendications d'intérêts organisés.

À la lumière de la théorie et de l'histoire économiques, nous estimons que ces mesures, au lieu de relancer l'économie, hypothéqueront les revenus des contribuables, rendront les producteurs encore plus dépendants de l'État, stimuleront le protectionnisme et prépareront des troubles encore pires dans l'avenir.

Si leurs véritables intentions étaient de favoriser la croissance économique, nos gouvernements choisiraient plutôt d'aplanir les obstacles à l'investissement, au travail et à la production, notamment en réduisant le fardeau fiscal et réglementaire des individus et des entreprises.

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Michel Boucher

*École nationale d'administration
publique*

Nathalie Elgrably-Lévy

*École des hautes études commerciales
de Montréal*

Jean-Luc Migué

*École nationale d'administration
publique*

Germain Belzile

*École des hautes études commerciales
de Montréal*

Gabrielle Brenner

*École des hautes études commerciales
de Montréal*

Pierre Lemieux

Université du Québec en Outaouais

Filip Palda

*École nationale d'administration
publique*

STATEMENT BY QUÉBEC ECONOMISTS

We economists would like to alert our fellow citizens to the inefficiency involved in increasing public expenditures in order to counter the on-going recession. Under the excuse of a false consensus and the pressure of political considerations, governments ignore the long-term consequences of their interventions.

The massive programs of expenditure and regulation that the federal and Québec government are pushing are essentially meant to satisfy the demands of organized interests.

In the light of economic theory and history, we think that those measures, far from rebooting the economy, will mortgage the taxpayers' incomes, make producers even more dependent of the state, provide stimulus for protectionism, and set the scene for even worse turmoil in the future.

If their real goal were to promote economic growth, our governments would instead choose to shrink the impediments to investment, work and production, especially by reducing the fiscal and regulatory burden of individuals and businesses.

Martin Boyer

*École des hautes études commerciales
de Montréal*

Jean-Charles Chebat

*École des hautes études commerciales
de Montréal*

Robert Leroux

Université d'Ottawa

Pierre Simard

*École nationale d'administration
publique*

**Vous pouvez consulter et signer la déclaration sur :
<http://antistimulus.ca>**